

SUPPLÉMENT SPÉCIAL 16 PAGES

Cahier central

6 690
abonnés
reçoivent ce numéro.
Et vous?
(page 16)

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES



**31 décembre 2007, Nicolas Sarkozy :
“Nous allons accélérer les réformes. Une priorité, l'école.”**

Un an plus tard... **SARKOZY ET DARCOU : LE RECU**



LA CAMPAGNE

**SUR L'APPEL ISSU
DE LA CONFÉRENCE
DU 7 DÉCEMBRE POUR
L'INTERDICTION
DES LICENCIEMENTS,
LA MARCHÉ SUR
PARIS, A COMMENCÉ**

Lire en dernière page

**POUR SAUVER LES TRAVAILLEURS,
PAS LES SPÉCULATEURS, TOUT DE SUITE :
INTERDICTION
DES LICENCIEMENTS!**

ON PEUT EN DÉBATTRE

CETTE SPÉRIE

Photo AFP

La "masse"

"J *ne serai pas celui qui reculera sur la réforme.* ». Ainsi s'exprimait Sarkozy, il y a seulement quelques jours. Au même moment, Darcos assurait qu'il ne deviendrait jamais le ministre « *de l'hésitation nationale* » et se vantait de l'accord passé avec les dirigeants des organisations syndicales majoritaires. Alors, que s'est-il passé pour que, ce 15 décembre, soit annoncé le report d'un an de la contre-réforme des lycées ? A cette question, une seule réponse possible : la masse a été plus forte que tous les calculs des « sommets » divers et variés. La masse des enseignants mobilisés dans la grève massive du 20 novembre sur le mot d'ordre d'abandon des réformes Darcos. La masse des lycéens déferlant chaque jour plus nombreux pour le retrait de la réforme. La masse des jeunes qui, en Grèce, avec l'appui de toute la population, s'est dressée contre la politique du gouvernement. La masse des jeunes qui, dans toute l'Europe, se dresse pour son avenir.

« *Je ne peux pas courir le risque de voir cette réforme devenir l'étincelle qui met le feu aux poudres* », a déclaré Dar-

cos. Pas d'étincelle Darcos, donc, du moins cette fois-ci. Mais la matière inflammable est accumulée.

Il est de la plus haute importance de ne pas minimiser la signification de ce mouvement de la masse en France et dans toute l'Europe qui contraint à un recul que tous cherchent à prévenir. Certes, on ne saurait non plus minimiser les obstacles, notamment de ceux qui voudraient que, différées, les contre-réformes s'appliquent malgré tout : depuis le gouvernement (qui prétend différer et non retirer) jusqu'à Bruno Julliard, nouveau secrétaire national du PS, qui déclare après l'annonce du report : « *Il faut évidemment élaborer cette réforme* », et précise : « *Diminuer le nombre de cours, pourquoi pas ?* », allant à l'encontre de toutes les exigences des enseignants et des jeunes.

Il n'en demeure pas moins que la preuve en est apportée une nouvelle fois : le mouvement de la masse unie sur des revendications précises peut l'emporter sur tous les calculs des appareils au sommet. C'est bien la lutte de classe qui est à l'ordre du jour, l'action commune, le tous ensemble, sur des mots d'ordre clairs répondant aux revendications. C'est vrai dans l'enseignement primaire avec l'exigence du retrait des

décrets Darcos et du rétablissement des postes d'enseignant spécialisé ; c'est vrai pour l'abandon de la privatisation de La Poste, du retrait des projets de loi Bachelot, Boutin, etc.

C'est vrai tout autant sur la question cruciale des licenciements. Un marasme sans précédent menace. Si la lutte de classe unie a pu faire reculer sur la contre-réforme Darcos, elle peut faire annuler les suppressions d'emplois programmées dans la fonction publique d'Etat (120 000 dans les trois prochaines années), dans l'Education nationale, dans les hôpitaux. Elle peut contraindre au maintien des emplois dans les secteurs industriels clés, quitte, comme le dit l'appel de la conférence pour l'unité du 7 décembre à l'initiative du POI, à nationaliser (1) les entreprises qui s'opposeraient à cette exigence. Qu'y a-t-il de plus urgent que de réaliser l'unité, pour le tous ensemble, pour imposer ces mesures de salut public ? ■

(1) En Argentine, le gouvernement de M^{me} Kirchner, pourtant peu progressiste, vient de nationaliser les systèmes de retraite, constitués par les fonds de pension, arguant de « *la nécessité de protéger l'épargne des Argentins des turbulences des marchés financiers mondiaux* ».

INFORMATIONS OUVRIÈRES

tribune libre
de la lutte des classes

Dans le cadre de sa tribune libre, *Informations ouvrières*, fondé par Pierre Lambert, offre la possibilité de s'exprimer librement à tout groupement ou formation politique qui entend sincèrement combattre pour l'émancipation des travailleurs. Cela sous leur propre responsabilité. L'hebdomadaire est édité par l'association (loi 1901) Informations ouvrières, présidée par Daniel Gluckstein, directeur de la publication.

Rédacteur en chef :
Lucien Gauthier

Siège : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

- **Imprimerie :** Rotinfed 2000, Paris.
- **Tirage :** 20 000 exemplaires.
- **Commission paritaire :** 0909 C85 410.
- **ISSN :** 0813 9500.

• **Rédaction :**
Informations ouvrières
87, rue du F^{bs}-Saint-Denis,
CS 30016 - 75479
Paris CEDEX 10.

Tél. : 01 48 01 89 23.
Fax : 01 48 01 89 29.

E-mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

• **Administration-
abonnements :**

Maïthé Dayan
Tél. : 01 48 01 88 22
01 48 01 88 41.

E-mail :
diffusion-io@fr.oleane.com

Dépôt légal :
à publication.



NOUS ÉCRIRE

INFORMATIONS OUVRIÈRES

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016
75479 Paris Cedex

E-mail
informations-ouvrieres@fr.oleane.com

"Être prêts à des concessions importantes !"

PAR CLAUDE JENET

COMME nous n'avons cessé de le souligner, la crise financière qu'on nous présentait comme limitée et « régulable » a rapidement gagné l'économie réelle. C'est bien tout le système capitaliste qui est atteint, avec une rapidité et une ampleur qui ne peuvent surprendre que les naïfs et les crédules. Ainsi, tous les grands secteurs d'activité basculent les uns après les autres dans la crise. Une crise dont les experts concèdent désormais qu'elle pourrait être plus longue que prévu, certains n'hésitant plus à évoquer le spectre de la grande dépression de 1929-1930. Personne, à vrai dire, ne peut sérieusement décrire ce qui se produira dans les tout prochains mois, hormis que nous n'en sommes qu'aux prémices et que le chômage va exploser. Raison supplémentaire pour être lucides et vigilants.

De ce point de vue, ce qui vient de se produire la semaine passée aux Etats-Unis, avec le rejet par le Sénat américain du plan d'aide à l'industrie automobile, ne peut manquer de retenir l'attention. On le sait, l'automobile occupe une place considérable dans le paysage industriel de ce pays. General Motors, Ford, Chrysler représentent 250 000 emplois directs et les constructeurs assurent qu'aux Etats-Unis, un emploi sur dix est lié au secteur automobile (1). Ainsi, ce sont bien plusieurs millions d'emplois qui seraient menacés si le risque de faillite, brandi par les constructeurs, venait à exécution. Immédiatement après le vote négatif du Sénat, où le plan présenté faisait pourtant l'objet d'un compromis entre l'administration Bush et les démocrates majoritaires au Congrès (1), la Maison-Blanche a fait savoir qu'elle envisageait de puiser dans le fonds spécial constitué pour le sauvetage des banques. Jusqu'alors farouchement opposée à cette solution, l'administration Bush n'a

pas manqué de souligner que, « *dans un contexte économique normal, nous préférierions que ce soit le marché qui décide du sort des entreprises privées* » (1).

Las, le marché trouve vite ses limites, l'heure n'est guère aux tergiversations, et les dogmes, y compris les plus libéraux, ne résistent guère à l'urgence. Mais ce changement de cap idéologique s'accompagne d'une vigoureuse mise en garde qui ne peut être passée sous silence. « *Alors que les autorités fédérales vont peut-être devoir intervenir pour empêcher une faillite immédiate, les groupes automobiles, les syndicats et tous les autres actionnaires doivent être prêts à faire des concessions importantes, nécessaires pour leur maintien* » (1). Lors du débat, un sénateur républicain, s'adressant de la tribune de cette assemblée aux syndicats, avait déjà exigé de ceux-ci qu'ils s'engagent à baisser les salaires (1). Voilà qui est parfaitement clair et qui en dit long sur la volonté qui prévaut dans les milieux dirigeants de faire payer la facture de la crise à ceux qui en sont déjà les principales victimes. Même au pays du « rêve américain », la lutte de classe impose ses dures réalités, exposant au grand jour les antagonismes d'intérêts entre capital et travail.

Le capitalisme est en crise, malade de sa propre logique, de ses errements et de ses abus. A l'instar de ce qui se profile aux Etats-Unis, il ne fait guère de doute que la période actuelle sera mise à profit par les tenants du système pour tenter de remettre profondément en cause les garanties collectives conquises au fil des décennies précédentes. Une situation qui place les travailleurs non en position de culpabilité et de soumission, mais bien en état de légitime défense. ■

(1) D'après une dépêche de l'agence de presse Reuters.

TRAIT LIBRE

PAR JUJU



La rédaction
d'Informations ouvrières
présente à tous les lecteurs
ses meilleurs vœux
pour l'année 2009.

COMMUNIQUÉ

Compte rendu officiel de la rencontre entre le Parti de gauche et le Parti ouvrier indépendant

Le mercredi 10 décembre 2008, une délégation du Parti de gauche et une délégation du Parti ouvrier indépendant (POI) se sont rencontrées à Paris. La délégation du Parti ouvrier indépendant (POI) était composée de Georges Lemoine, Dan Moutot, Daniel Shapira et deux secrétaires nationaux, Claude Jenet et Daniel Gluckstein. La délégation du Parti de gauche était composée de membres du bureau national provisoire : Eric Coquerel, Alexis Corbière, Pascale Le Neouannic et Jean-Luc Mélenchon.

Cette rencontre entre les deux partis, nés tous les deux durant l'année, a donné lieu à un échange amical, à la fois sur l'origine des partis, leurs principes constitutifs et les perspectives que chacun d'eux entend développer.

Il a été enregistré qu'au-delà des désaccords légitimes et différences d'approches, les deux partis expriment, sur un certain nombre de questions, des points de vue voisins. En particulier, Parti de gauche et Parti ouvrier indépendant

condamnent le traité de Lisbonne et exigent le respect du vote non majoritaire au traité constitutionnel de 2005. Les deux délégations constatent un point de vue commun sur le fait suivant : dans la situation extrêmement difficile au plan international et national, la satisfaction des revendications les plus urgentes des salariés comme la défense de la République, de la démocratie et de la laïcité, la défense des acquis sociaux et des services publics, la nécessité d'une autre politique exigeant non seulement de refuser le traité de Lisbonne, mais de remettre en question les traités antérieurs.

Les deux délégations ont examiné les propositions des uns et des autres.

Le Parti de gauche a fait connaître la signification de sa stratégie de constitution d'un « front de gauche » à l'occasion des prochaines élections européennes, front fondé sur le refus du traité de Lisbonne et le combat pour une autre Europe. Il a insisté sur la vocation majoritaire de cette liste, vocation qu'il entend mettre

au centre de sa stratégie à venir. Il a expliqué que, dans ce cadre, il avait déjà avancé concrètement sur cette voie avec le PCF et qu'il avait rencontré ou rencontrera les forces potentiellement intéressées : Alternatifs, NPA, MRC, LO...

Le Parti de gauche a évoqué sa campagne pour un bouclier social et l'importance des mobilisations, tout en pointant l'urgence d'un débouché politique que le mouvement syndical et social ne pouvait produire, et dont le manque évident depuis deux décennies a justifié des répercussions sur la mobilisation sociale.

Le Parti de gauche a insisté sur sa vocation à gouverner sur un programme de rupture avec la logique capitaliste, ce qui passe par la nécessité de gagner une majorité électorale.

Le Parti ouvrier indépendant, pour sa part, a indiqué que la discussion ouverte par son bureau national du 6 décembre concernant les élections européennes devrait trouver une conclusion à l'occasion du conseil fédéral national des 17 et

18 janvier, le mandat confié par le bureau national étant d'explorer toutes les possibilités sur la base des positions du Parti ouvrier indépendant, qui se prononce pour la sortie des institutions issues du traité de Maastricht. Il a fait connaître les résultats de la conférence de délégués pour l'unité réunie le 7 décembre à Paris, à son initiative, transmettant au Parti de gauche l'appel lancé par ces délégués à toutes les organisations se réclamant de la classe ouvrière et de la démocratie (sans faire de la rupture avec l'Union européenne le moindre préalable) pour l'action commune sur le mot d'ordre de l'interdiction des licenciements et l'organisation d'une marche unie sur Paris sur cette exigence. Car quels que soient les engagements de chacun, le POI estime que l'unité est une nécessité urgente et vitale.

Les deux délégations sont convenues de poursuivre ce dialogue dans la prochaine période. ■